



18 APR 2024

N°002/MTFP/SG/CAB/CNPS/2024

Conakry, le...../...../.....

AVIS D'APPEL PUBLIC A MANIFESTATION D'INTERET

1. La Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) à travers le Ministère du Travail et de la Fonction Publique a obtenu dans le cadre de l'exécution de son budget des fonds afin de financer les études pour le manuel de procédures de gestion administrative, financière et comptable de la Caisse nationale de Prévoyance Sociale (CNPS), et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché de recrutement d'un Cabinet pour l'élaboration du manuel de procédures de gestion administrative, financière et comptable.

2. La Caisse Nationale de Prévoyance Sociale est un Établissement Public Administratif doté de la personnalité morale jouissant de l'autonomie Financière et de gestion. Elle est placée sous la tutelle technique du Ministère en charge de la Fonction Publique et sous la tutelle financière du Ministère en charge des Finances.

Dans sa structure, la CNPS comprend un Conseil d'Administration, une Direction Générale qui a son siège à Conakry et des services déconcentrés.

Elle est chargée de la gestion des branches suivantes :

- ✓ la branche des Pensions de Vieillesse, d'Invalidité et de Survivants ;
- ✓ la branche des Risques Professionnels;
- ✓ la branche des Prestations Familiales ;
- ✓ la branche maladie.

3 - OBJECTIFS :

La présente consultation a pour objectif général de doter la CNPS de manuel d'opération qui formalise les processus de gestion administrative, comptable et financière nécessaires à son fonctionnement optimal. Cela passe par l'identification, la priorisation, la cartographie et l'optimisation des processus mais aussi par la formation des employés qui utiliseront ces manuels.

Dans un souci de performance, d'efficience et d'efficacité, la CNPS envisage de recruter un cabinet pour élaborer un manuel de procédures de gestion administrative, financière et comptable.



Le but du présent manuel est de s'assurer de l'utilisation optimale des ressources humaines, matérielles et financières de la CNPS en relation avec les missions qui lui sont assignées. Il répond aux objectifs suivants :

- Fournir un cadre formel d'exécution des opérations administratives et financières conformément aux principes de gestion généralement admis et à la législation guinéenne ;
- Définir les procédures et les opérations relatives au fonctionnement du système de gestion mis en place ;
- Responsabiliser les agents impliqués dans les procédures administratives, comptables et financières par une définition précise des postes et attributions afférentes ;
- Fournir des instruments adaptés et formalisés pour la rédaction, la transmission, le contrôle et le traitement des documents administratifs, financiers et comptables ;
- Permettre l'élaboration dans des délais réduits, des états financiers fiables et traduisant de manière fidèle et sincère la gestion financière et comptable de la CNPS.
- Conformité réglementaire : Assurer que toutes les procédures et activités de la caisse sont en conformité avec les lois, règlements et normes guinéenne en vigueur dans le domaine de la prévoyance sociale.
- Renforcement du contrôle interne : Mettre en place des mécanismes de contrôle interne solides pour prévenir les risques, détecter les erreurs potentielles et renforcer la fiabilité des informations financières.
- Transparence et responsabilité : Garantir la transparence dans la gestion des affaires financières de la caisse et promouvoir la responsabilité des employés envers les fonds et les ressources de la caisse nationale de prévoyance sociale.
- Optimisation des processus : Définir des procédures claires et efficaces afin d'optimiser les processus administratifs, financiers et comptables et de favoriser une gestion efficiente des opérations de la caisse.
- Sécurité des données : Assurer la sécurité et la confidentialité des informations financières et des données sensibles de la caisse nationale de prévoyance sociale pour garantir la protection des droits des bénéficiaires.
- Favoriser la transmission des connaissances : Créer un document de référence complet et accessible pour faciliter la formation des employés et assurer la continuité des opérations en cas de changement de personnel.
- Digitalisation des procédures : Mis à disposition d'une application (logiciel) de gestion adaptée afin de fournir des instruments adaptés et formalisés pour la rédaction, la transmission, le contrôle et le traitement des documents administratifs, financiers et comptables, ainsi que l'élaboration des états financiers fiables et conformes.

4 - PROFIL DU CONSULTANT

La mission sera effectuée par un cabinet ayant une expérience prouvée en organisation et mise en place des outils de gestion des structures de sécurité sociale et disposant d'une équipe pluridisciplinaire. Le personnel clé doit être composé de :

- un expert-comptable ;
- un spécialiste en organisation d'entreprise ;
- un spécialiste en élaboration des politiques et outils en matière de gestion des ressources humaines ;
- un auditeur comptable et financier sénior ;
- un spécialiste en matière de sécurité sociale.

Méthode de Sélection : Qualification du Consultant (Qualité Technique)

5. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence à l'adresse ci-après : PRMP de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale, téléphone **+224 624 96 63 96** ; email : m65137718@gmail.com ; Immeuble TK en face du Camp Almamy Samory Touré, Quartier Sans fil, Commune de Kaloum-Conakry.

6. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées à l'adresse ci-après : Personne Responsable des Marchés Publics au 2^{ème} étage au plus tard **le mardi 14 mai 2024 à 11 heures**.

L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 11 heures 30 minutes dans la salle de réunion de la CNPS au 1^{er} étage.

7. La redevance de régulation de **0,6%** du montant hors taxes du marché sera pris en charge par l'attributaire au bénéfice de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics conformément aux dispositions de l'article 41 du Décret **D/2020/154/PRG/SGG du 10 juillet 2020 et de l'article 2 de l'arrêté conjoint AC/2020/2304/MEF/MB/SGG/ du 07 Août 2020**.

8. **Suivant l'arrêté N°1252/MEF/CAB/SSG du 5 Avril 2023**, portant attributions et organisation de la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics, **0,3%** du Montant hors Taxes du Contrat seront perçus comme frais d'immatriculation du contrat conformément à l'article premier dudit arrêté.

Le Ministre du Travail et de la Fonction Publique



Faya François BOUROUNO